



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le 16 OCT. 2019

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

SPEI/SP/DREAL

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Auvergne Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 171-8 ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 avril 1995 modifié régissant le fonctionnement des activités de la société TEINTURERIES DE LA TURDINE dans son établissement situé boulevard de la Turdine - route de Lyon 2 à TARARE ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 11 septembre 2019 dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement ;

VU le rapport du 9 septembre 2019 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT qu'une visite sur les lieux a permis à l'inspection des installations classées de constater que la société TEINTURERIES DE LA TURDINE :

- rejette dans le réseau collectif de la ville de Tarare des effluents industriels qui dépassent régulièrement la valeur limite sur le paramètre hydrocarbures,

- n'a pas réalisé sur ses rejets aqueux, d'analyses récentes sur les substances RSDE retenues : chrome, plomb, HAP, BDE et nonylphénols ;

.../...

CONSIDERANT que la société TEINTURERIES DE LA TURDINE ne respecte pas pour l'exploitation de ses installations de TARARE, boulevard de la Turdine, les dispositions prévues :

- à l'article 5.5 de l'arrêté préfectoral du 14 avril 1995 modifié,
- à l'article 60 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié ;

CONSIDERANT, en outre, que le fonctionnement de cet établissement dans des conditions irrégulières peut présenter des dangers et inconvénients pour l'environnement ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement et d'imposer à la société TEINTURERIES DE LA TURDINE de respecter strictement les dispositions réglementaires rappelées ci-dessus ;

SUR la proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : La société TEINTURERIES DE LA TURDINE située, boulevard de la Turdine - route de Lyon 2 à TARARE, est mise en demeure :

- **dans le délai de 6 mois** de respecter la valeur limite sur le paramètre hydrocarbures, dans ses rejets aqueux, conformément à l'article 5.5 de l'arrêté préfectoral du 14 avril 1995 modifié ;
- **dans le délai de 3 mois** de respecter la fréquence de contrôle sur ses rejets aqueux concernant les paramètres retenus au titre de RSDE : chrome, plomb, HAP, BDE et nonylphénols, conformément à l'article 60 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié.

Les délais fixés ci-dessus courent à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision lui est notifiée.

Pour les tiers, le délai de recours est de deux mois à compter de la publication de la présente décision.

Elle peut être déférée auprès du Tribunal administratif de Lyon. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, du Tribunal Administratif de Lyon.

ARTICLE 4 : En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la Préfecture du Rhône pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 5 : Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au sous-préfet de VILLEFRANCHE SUR SAONE
- au maire de TARARE,
- à l'exploitant.

Lyon, le 16 OCT. 2019

Le Préfet,

Le préfet
Secrétaire général
Préfet délégué pour l'égalité des chances

Emmanuel AUBRY

